



ÉDITORIAL

Un métier, des conditions d'exercice, un droit à mutation à défendre !

Sommaire

Rendre attractifs nos métiers *page 2*

Éditorial *page 3*

Le droit de muter en danger *page 4*

Déroulement et calendrier de l'intra *page 5*

Les règles générales du mouvement *page 6*

Sur quel poste peut-on être nommé ? *page 7*

Education prioritaire et fin des APV *page 8 et 9*

Le mouvement spécifique académique *page 10*

Le SNES, un outil Indispensable..... *page 11*

TZR*pages 12 et 13*

Vous êtes stagiaire *page 14*

Situations particulières *page 15*

Bonifications familiales*pages 16 et 17*

Calculez votre barème pour l'Intra *pages 18 et 19*

Intra 2015 : pour vous informer *page 20*

Documents complémentaires en annexes

Fiche syndicale *I et II*

Listes des groupements de communes *III et IV*

Barres intra 2014 *V*

Carte des ZR et vœux de ZR *VI à VIII*

Fiche syndicale TZR *IX*

Liste des établissements APV, politique de la Ville, REP, REP+ *X et XI*

Bulletin d'adhésion *XII*

Depuis les attentats du mois de janvier, les déclarations voire injonctions, assignant à l'École un rôle essentiel dans la transmission des valeurs républicaines se sont multipliées. Outre qu'elles méconnaissent ou minimisent le travail au quotidien des équipes dans les établissements scolaires, elles permettent de poser la question fondamentale de la politique à mener pour que le service public d'Éducation assure pleinement ses missions et pour que les personnels soient reconnus à la hauteur de leurs qualifications.

Or, le constat est dramatique : l'Éducation et en particulier le Second degré sont encore et toujours les cibles de l'austérité que le Gouvernement ne cesse de renforcer, et d'une politique éducative dont les orientations concrètes contredisent le principe d'égalité et l'objectif de réussite de tous les élèves.

Ainsi, **la préparation de la rentrée 2015** montre une fois de plus que les promesses gouvernementales de faire de l'Éducation une priorité nationale ne sont pas tenues : en face de la montée importante des effectifs en lycée et collège, les créations d'emplois sont sous dimensionnées et ne se traduiront pas par des créations de postes suffisantes pour compenser l'ampleur des pertes antérieures. Les conditions de travail et d'étude, vont continuer de se dégrader...

La nouvelle carte de **l'Éducation prioritaire** (amputation du nombre de réseaux par rapport à l'existant, sorties des lycées...) participe aussi de cette volonté d'économiser des moyens y compris dans des établissements où les élèves sont le plus en difficulté, bafouant ainsi les principes républicains qui fondent l'École pour tous.

Aucune mesure n'est prise pour mettre fin à la grave question de la dévalorisation de nos métiers et à leur perte d'attractivité qui génèrent une crise de recrutement sans précédent dont une des traductions concrètes est la pénurie de personnels titulaires capables d'assurer les remplacements. Dans ces conditions, faute de personnels TZR en nombre

suffisant, le Rectorat ampute le budget remplacement 2015, assumant ainsi avec cynisme l'abandon d'une des missions essentielles du Service public d'Éducation.

Les personnels du Second degré, dont les missions ne cessent de s'alourdir, **continuent en revanche, d'être les cibles des mesures concernant l'ensemble des fonctionnaires** (gel du point d'indice, augmentation de la retenue pour pension...) **et de la mise en œuvre d'une conception managériale** de leurs métiers et de leurs services, à travers notamment un projet de décret sur les indemnités pour missions particulières, inacceptable en l'état.

Pour le SNES, comme pour la FSU, il est urgent de mettre en place dans l'Éducation, une politique qui se traduise par la reconnaissance et la revalorisation globale des personnels et de leurs métiers (salaires, conditions de travail, mobilité choisie) ainsi que par l'octroi de moyens substantiels au Service public d'Éducation, lui permettant d'assurer l'ensemble de ses missions de faire réussir tous les jeunes sur tous les territoires.

Cette nécessité pose celle du changement radical de politique se traduisant par l'abandon de l'austérité dont les effets ravageurs sur le plan démocratique, économique et social sont de plus en plus dénoncés, **au profit d'une politique de croissance, de créations d'emplois et de justice sociale, faisant notamment du Service public d'Éducation une véritable et concrète priorité nationale et républicaine.**

C'est pourquoi, après la journée de grève du 3 février, le SNES et la FSU sont déterminés en face du Gouvernement et du Ministère, à continuer de porter ces exigences durant le mois de mars et au-delà, et appellent les personnels à se mobiliser massivement.

Pascale Boutet, Marie-Damienne Odent,
Sophie Vénéitay, Michel Vialle,
co-secrétaires généraux.

Dossier réalisé par les militants de la section académique du SNES-FSU :

François Beral, Laurent Boiron, Pascale Boutet, Dominique Carlotti, Marie Chardonnet, Hervé Chauvin, Cécile Denais, Mélanie Javaloyès, Philippe Lévy, Gabriel Louis, Sophie Macheda, Marie-Damienne Odent, Maud Ruelle-Personnaz, Loïc Sanchez, Claudette Valade, Sophie Vénéitay, Michel Vialle.